



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/49/719  
28 novembre 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-neuvième session  
Points 93, 94, 99, 100 c) et 148  
de l'ordre du jour

ÉLIMINATION DU RACISME ET DE LA DISCRIMINATION RACIALE

DROIT DES PEUPLES À L'AUTODÉTERMINATION

RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES  
RÉFUGIÉS, QUESTIONS RELATIVES AUX RÉFUGIÉS, AUX RAPATRIÉS  
ET AUX PERSONNES DÉPLACÉES ET QUESTIONS HUMANITAIRES

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME : SITUATIONS  
RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME ET RAPPORTS DES RAPPORTEURS  
ET REPRÉSENTANTS SPÉCIAUX

LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS DE CROATIE

Lettre datée du 28 novembre 1994, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent de la Croatie auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

Me référant à diverses déclarations et informations concernant la question des réfugiés en provenance de la République de Croatie, en particulier des réfugiés de souche serbe, j'ai l'honneur de préciser ce qui suit :

La République de Croatie sait que, au cours du conflit récent, un certain nombre de citoyens croates d'origine ethnique serbe ont quitté son territoire ou se sont réinstallés dans les territoires occupés de Croatie. La Croatie déplore la situation tragique qui a provoqué cette migration de ses citoyens, mais elle est préoccupée aussi par des tentatives faites pour manipuler la réalité ou la présenter sous un jour faux. À cet égard, je voudrais me référer à diverses sources qui permettent d'éclairer la question.

Dans le rapport d'Helsinki Watch du 21 janvier 1992 (vol. 4, No 3, p. 18), consacré au conflit en Croatie, il est dit :

"La JNA (Armée populaire yougoslave) et les groupes paramilitaires serbes sont responsables du déplacement de milliers de personnes.

Helsinki Watch déplore le fait que les rebelles serbes forcent des Croates, des Hongrois, des Tchèques et d'autres encore à quitter leurs foyers en territoire occupé par les Serbes, afin de transformer en zones uniquement serbes des régions à population multi-ethnique. Nous sommes préoccupés par le fait que les non-Serbes sont victimes de discrimination et sont déplacés par la force pour des raisons illégales, à savoir leur origine ethnique. Nous sommes préoccupés aussi par le fait que des Serbes déplacés sont réinstallés en territoire occupé par les Serbes en Croatie, pour renforcer le contrôle serbe sur des régions prises aux Croates et empêcher les non-Serbes qui y habitaient d'y revenir.

Selon le Washington Post, des Serbes déplacés qui avaient fui la Slavonie occidentale au mois de novembre 'ont depuis lors été engagés par des autorités serbes de Belgrade à se réinstaller' en territoire occupé par les Serbes dans la région de Baranja, où la campagne de réinstallation la plus active est menée actuellement. La Serbie se propose de réinstaller 20 000 Serbes dans 17 villages occupés en Baranja et les responsables serbes disent 'qu'ils n'ont pas la moindre intention de laisser des dizaines de milliers de personnes déplacées – Croates et Hongrois de souche – rentrer chez eux dans la région de Baranja et expulser les colons serbes... Les gens doivent être déplacés en fonction de l'idée que se font les Serbes du tracé de la nouvelle frontière' entre la Croatie et la Serbie.

Nous sommes préoccupés aussi par le fait que les insurgés serbes ont évacué des femmes et des enfants serbes, vraisemblablement pour des raisons de sécurité, juste avant de lancer une offensive contre des positions croates ou avant d'essayer de s'emparer d'administrations croates et de postes de police dans diverses localités, en particulier en Slavonie orientale. Par contre, dans pratiquement aucun de ces cas, les insurgés n'ont dit à des non-Serbes d'évacuer la région avant une offensive serbe. Lorsqu'une offensive croate était prévue (par exemple à la fin du mois de novembre en Slavonie occidentale), les forces serbes évacuaient le territoire occupé et obligeaient la population serbe locale à fuir avec elles. Dans presque tous les cas, les insurgés serbes ont fait peur aux gens pour les faire fuir, affirmant que les 'Oustachis' croates allaient attaquer et massacrer la population serbe, brûler et piller les maisons serbes, crainte renforcée encore par la presse de Belgrade. Dans des interviews télévisées, des réfugiés serbes de Slavonie occidentale 'ont eux-mêmes nié que ce soient les Croates qui les aient forcés à quitter leurs maisons... Les réfugiés serbes ont dit que l'armée fédérale leur avait donné 48 heures pour partir'."

Dans son rapport final, daté du 27 mai 1994 (S/1994/674, par. 131), la Commission d'experts constituée conformément à la résolution 780 (1992) du Conseil de sécurité a dit que "en ce qui concerne les pratiques employées par

/...

les Serbes en Bosnie-Herzégovine et en Croatie, l'expression 'nettoyage ethnique' est fréquemment utilisée pour décrire une politique inspirée par la doctrine de la 'Grande Serbie'. Cette politique est mise en oeuvre par des Serbes de Bosnie-Herzégovine et de Croatie et par des sympathisants de la République fédérative de Yougoslavie".

De plus, au paragraphe 133 du rapport, il est dit que "le 'nettoyage ethnique' est pratiqué dans les zones stratégiques qui relient la Serbie proprement dite aux territoires peuplés par des Serbes situés en Bosnie et en Croatie". Au paragraphe 138, il est précisé que l'un des facteurs qui révèlent l'existence d'une politique de "nettoyage ethnique" est "l'exode massif et furtif des populations serbes vivant dans certaines zones devant être soumises au 'nettoyage ethnique' avant que les actes ... ne soient perpétrés".

Ces observations sont confirmées aussi par un article paru le 22 novembre 1993 dans une revue hebdomadaire de Belgrade, Vreme, reproduisant une interview de Dragoslav Bokan, chef des "Aigles blancs", un groupe paramilitaire serbe. Son organisation a commis de nombreux crimes de guerre en Croatie et en Bosnie-Herzégovine et le nom de Bokan figure dans une liste de personnes soupçonnées être des criminels de guerre, établie par Helsinki Watch. Dans son interview, Bokan déclare : "De graves problèmes ont commencé à la fin de 1991 après le retrait de la Slavonie occidentale. La région a d'abord été désertée par le personnel médical, puis par les officiers, ensuite la JNA a brûlé les villages serbes et forcé les gens à s'enfuir".

Si j'ai reproduit ces citations et extraits – provenant soit de sources crédibles, impartiales et hautement respectées, soit de personnes soupçonnées être des criminels de guerre serbes – c'est pour démontrer ce qui suit :

a) Le problème des réfugiés et personnes déplacées en République de Croatie, quelle que soit leur origine ethnique, est la conséquence de l'agression serbe lancée au départ par les autorités de Belgrade pour créer une "Grande Serbie";

b) Dans le cadre du processus de création d'une "Grande Serbie", des centaines de milliers de Croates, de Hongrois, de Tchèques et d'autres non-Serbes en Croatie ont été tués ou chassés de chez eux, et de très nombreux Serbes de Croatie ont été réinstallés (parfois de force) par les forces serbes dans des régions qui avaient été "nettoyées" de leurs habitants non serbes et qui étaient désignées comme devant faire partie de la "Grande Serbie";

c) Beaucoup des Serbes qui ont quitté le territoire croate étaient soit des soldats de l'"Armée populaire yougoslave" soit des fonctionnaires d'institutions fédérales yougoslaves, ou des membres de leur famille;

d) Les réfugiés chassés de chez eux par une stratégie de meurtre, de terreur et de viol ne peuvent être considérés sur le même plan que des migrants réinstallés dans le cadre d'une stratégie militaire et politique d'expansion territoriale.

La République de Croatie sait qu'il y a de nombreux Croates de souche serbe qui peuvent légitimement être considérés comme des réfugiés et qui ont quitté leur foyer pour des raisons légitimes. Toutefois, nous tenons à souligner qu'en

/...

examinant la très importante question des réfugiés et des personnes déplacées de Croatie, il convient de tenir compte de l'origine du problème, ainsi que du fait que des groupes de population sont systématiquement déplacés par la partie serbe à des fins d'expansion territoriale.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 93, 94, 99, 100 c) et 148 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Mario NOBILO

-----